

**Art. 2.** Assentiment est donné à l'Accord de coopération du 7 septembre 2018 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution d'un certain nombre de dispositions du Protocole à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique, avec annexes, signés à Göteborg le 30 novembre 1999, tels que modifiés le 4 mai 2012 à Genève.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
A. DE CROO

La Ministre de l'Environnement,  
Z. KATTHABI

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—  
Note

(1) Chambre des représentants  
(www.lachambre.be)

Documents. – DOC 55 3178/1- 5. Législature : 55 - Session : 2022/2023-0

Compte rendu intégral : 30/03/2023

**Art. 2.** Instemming wordt verleend met het Samenwerkingsakkoord van 7 september 2018 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de uitvoering van een aantal bepalingen van het Protocol bij het Verdrag van 1979 betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand, ter bestrijding van verzuring, eutrofiëring en ozon op leefniveau, met bijlagen, ondertekend in Göteborg op 30 november 1999, zoals gewijzigd op 4 mei 2012 te Genève.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
A. DE CROO,

De Minister van Leefmilieu,  
Z. KATTABI

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers  
(www.dekamer.be)

Stukken. – DOC 55 3178/1- 5; Zittingsperiode : 55 - Zitting : 2022/2023-0

Integraal Verslag : 30/03/2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2023/15363]

28 AVRIL 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 13 novembre 2011 fixant les rétributions et cotisations dues au Fonds budgétaire des matières premières et des produits. — Avis rectificatif

Au *Moniteur belge* n° 130 du 11 mai 2023 page 45253, il y a lieu d'apporter la correction suivante :

Dans l'intitulé, lire : "16 AVRIL 2023" au lieu de "28 AVRIL 2023".

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU

[C - 2023/15363]

28 APRIL 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 november 2011 tot vaststelling van de retributies en bijdragen verschuldigd aan het Begrotingsfonds voor de grondstoffen en de producten. — Rechtzetting

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 130 van 11 mei 2023 bladzijde 45253, moet de volgende correctie worden aangebracht:

In het opschrift, lees: "16 APRIL 2023" in plaats van "28 APRIL 2023".

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2022/41346]

9 MAI 2022. — Arrêté royal relatif à l'inscription dans le registre d'attente des ressortissants du Royaume-Uni bénéficiaires de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique ayant exercé leur droit en tant que travailleurs frontaliers

RAPPORT AU ROI

Sire,

Afin de mettre en œuvre l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique, la législation belge sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers a été modifiée par :

- la loi du 16 décembre 2020 relative aux bénéficiaires de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2022/41346]

9 MEI 2022. — Koninklijk besluit betreffende de inschrijving in het wachtregister van de onderdanen van het Verenigd Koninkrijk die begunstigen zijn van het akkoord inzake de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland uit de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, die hun recht als grensarbeider hebben uitgeoefend

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Om het akkoord inzake de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland uit de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie uit te voeren, werd de Belgische wetgeving inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen gewijzigd bij:

- de wet van 16 december 2020 betreffende de begunstigen van het akkoord inzake de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland uit de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie;

2. l'arrêté royal du 24 décembre 2020 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers relatif aux bénéficiaires de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Conformément à la décision d'exécution de la Commission du 21 février 2020 relative aux documents devant être délivrés par les Etats membres en application de l'article 18, paragraphes 1 et 4, et de l'article 26 de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique [C(2020) 1114 final], les documents de séjour à délivrer aux bénéficiaires de l'accord de retrait doivent l'être selon le modèle uniforme européen du règlement (CE) n° 1030/2002 du 13 juin 2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers.

Etant donné qu'en Belgique, les titres de séjour établis selon le modèle uniforme européen sont délivrés sous la forme de cartes électroniques et que les données à caractère personnel imprimées dessus sont directement issues du Registre national des personnes physiques, il est impératif que leurs titulaires y soient enregistrés.

Si cela était le cas de la plupart des bénéficiaires de l'accord de retrait, cela ne l'était pas pour les bénéficiaires (ressortissants du Royaume-Uni) qui ont exercé, en Belgique, leur droit en tant que travailleurs frontaliers conformément au droit de l'Union.

En effet, si les frontaliers doivent se présenter auprès de leur commune de résidence et reçoivent un document de séjour (« annexe 15 »), ils ne sont pas inscrits dans les registres (articles 106 et suivants de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers).

C'est pourquoi, ledit arrêté royal du 24 décembre 2020 a, notamment, prévu l'inscription dans le registre d'attente des ressortissants du Royaume-Uni qui ont exercé, en Belgique, leur droit en tant que travailleurs frontaliers avant la fin de la période de transition et dont la demande pour le statut de bénéficiaire de l'accord de retrait (« annexe 58 ») est acceptée.

Le projet d'arrêté royal qui est soumis à Votre Majesté a pour objet de préciser les modalités de cette inscription dans le registre d'attente.

Le projet d'arrêté royal a été soumis à l'avis de l'Autorité de protection des données. Celle-ci, dans son avis n°58/2021 rendu le 23 avril 2021, n'a aucune remarque à formuler.

#### Commentaire article par article

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Inscription dans le registre d'attente des ressortissants du Royaume-Uni bénéficiaires de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique ayant exercé leur droit en tant que travailleurs frontaliers.*

##### Article 1<sup>er</sup>.

Cet article définit ce qu'il y a lieu d'entendre par « bénéficiaires de l'accord de retrait ».

Cette notion ne vise que les bénéficiaires de l'accord de retrait qui sont ressortissants du Royaume-Uni, qui ont exercé leur droit en tant que travailleurs frontaliers en Belgique conformément au droit de l'Union avant la fin de la période de transition (31 décembre 2020) et qui continuent d'exercer ce même droit par la suite (cf. article 9, b), de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique).

Cette définition ne s'applique que dans le cadre du chapitre 1<sup>er</sup> de cet arrêté royal, c'est-à-dire pour l'inscription dans le registre d'attente des bénéficiaires de l'accord de retrait séjournant en Belgique en qualité de travailleur frontalier.

##### Art. 2.

Cet article détermine les modalités d'inscription des ressortissants du Royaume-Uni, travailleurs frontaliers, bénéficiaires de l'accord de retrait dans le registre d'attente.

Cette inscription est réalisée par le Bourgmestre de la commune où la demande pour le statut de bénéficiaire de l'accord de retrait (« annexe 58 ») a été introduite.

2. het koninklijk besluit van 24 december 2020 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen betreffende de begunstigten van het akkoord inzake de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland uit de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie.

Overeenkomstig het uitvoeringsbesluit van de Commissie van 21 februari 2020 betreffende documenten af te geven door de lidstaten overeenkomstig artikel 18, leden 1 en 4, en artikel 26 van het akkoord inzake de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland uit de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie [C(2020) 1114 final], moeten de aan de begunstigten van het terugtrekkingsakkoord af te leveren verblijfsdocumenten worden uitgereikt volgens het uniform Europees model van Verordening (EG) nr. 1030/2002 van 13 juni 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen.

Aangezien verblijfstitels opgesteld volgens het uniform Europees model in België worden afgeleverd onder de vorm van elektronische identiteitskaarten en aangezien de persoonsgegevens die erop worden gedrukt, rechtstreeks uit het Rijksregister van de natuurlijke personen komen, is het noodzakelijk dat de houders van die kaarten in het Rijksregister zijn geregistreerd.

Hoewel dat het geval was voor het merendeel van de begunstigten van het terugtrekkingsakkoord, was dat niet het geval voor de begunstigten (onderdanen van het Verenigd Koninkrijk) die in België hun recht als grensarbeider hebben uitgeoefend overeenkomstig het recht van de Unie.

Hoewel de grensarbeiders zich moeten melden bij hun gemeente van verblijf en een verblijfsdocument ("bijlage 15") ontvangen, worden zij immers niet ingeschreven in de registers (artikelen 106 en volgende van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen).

Daarom werd in voormeld koninklijk besluit van 24 december 2020 met name voorzien in de inschrijving in het wachtregister van de onderdanen van het Verenigd Koninkrijk die voor het einde van de overgangperiode hun recht als grensarbeider hebben uitgeoefend in België, en van wie de aanvraag voor een status als begunstigde van het terugtrekkingsakkoord ("bijlage 58") werd aanvaard.

Het ontwerp van koninklijk besluit dat aan Uwe Majesteit wordt voorgelegd heeft dus tot doel de nadere regels van die inschrijving in het wachtregister te verduidelijken.

Het ontwerp van koninklijk besluit werd aan het advies voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit. Deze laatste heeft in haar advies nr. 58/2021 uitgegeven op 23 april 2021 geen opmerkingen te maken.

#### Artikelsgewijze commentaar

HOOFDSTUK 1. — *Inschrijving in het wachtregister van de onderdanen van het Verenigd Koninkrijk die begunstigten zijn van het akkoord inzake de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland uit de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, die hun recht als grensarbeider hebben uitgeoefend*

##### Artikel 1.

In dit artikel wordt gedefinieerd wat moet worden verstaan onder "begunstigten van het terugtrekkingsakkoord".

Dat begrip beoogt enkel de begunstigten van het terugtrekkingsakkoord die onderdaan zijn van het Verenigd Koninkrijk, die voor het einde van de overgangperiode (31 december 2020), overeenkomstig het recht van de Unie, hun recht als grensarbeider hebben uitgeoefend in België en die dit recht nadien blijven uitoefenen (cf. artikel 9, b), van het akkoord inzake de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland uit de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie).

Die definitie is enkel van toepassing in het kader van hoofdstuk 1 van dit koninklijk besluit, dat wil zeggen voor de inschrijving in het wachtregister van de begunstigten van het terugtrekkingsakkoord die in de hoedanigheid van grensarbeider in België verblijven.

##### Art. 2.

Dit artikel bepaalt de nadere inschrijvingsregels van de onderdanen van het Verenigd Koninkrijk, grensarbeiders, begunstigten van het terugtrekkingsakkoord in het wachtregister.

Die inschrijving gebeurt door de burgemeester van de gemeente waar de aanvraag voor een status als begunstigde van het terugtrekkingsakkoord ("bijlage 58") wordt ingediend.

A ce propos, l'article 69*duodecies*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 prévoit que cette demande est introduite auprès de la commune du lieu où ils sont employés.

Cette inscription est effectuée dans ladite commune mais sans en préciser l'adresse exacte. Par conséquent, pour cette inscription, le Bourgmestre ne doit pas faire procéder à une enquête de résidence afin d'en vérifier la véracité.

Le fait de ne pas déterminer une adresse précise est, notamment, justifié par la définition même de la notion de « travailleurs frontaliers » : « *les citoyens de l'Union ou les ressortissants du Royaume-Uni qui exercent une activité économique conformément à l'article 45 ou 49 du TFUE dans un ou plusieurs Etats dans lesquels ils ne résident pas.* » (article 9, b), de l'accord de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique).

A ce sujet, les lignes directrices rédigées par la Commission européenne disposent que : « *L'Etat de travail n'est pertinent qu'aux fins de l'identification de la portée territoriale des droits des travailleurs frontaliers. Les personnes qui résident dans l'Etat dans lequel elles travaillent ne sont pas considérées comme des travailleurs frontaliers.* ».

De plus, n'oublions pas que la réalité des travailleurs frontaliers est multiple. Bon nombre d'entre eux ne séjournent en Belgique que quelques jours par semaines/mois et ne disposent, par conséquent, pas d'une adresse fixe en Belgique.

#### Art. 3.

Cet article détermine les informations (données à caractère personnel) relatives aux intéressés qui seront enregistrées dans le registre d'attente.

Etant donné l'objectif de cette inscription dans le registre d'attente, à savoir : la délivrance de la « carte pour petit trafic frontalier pour bénéficiaires de l'accord de retrait » (« annexe 55 »), seules les informations nécessaires à la fabrication de ladite carte seront enregistrées dans le registre d'attente.

Ils s'agit des informations visées à l'article 6, § 2, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour.

#### Art. 4.

Cet article détermine les cas dans lesquels les intéressés seront radiés du registre d'attente. Mutatis, mutandis, il s'agit des mêmes cas que ceux justifiant la radiation des registres de la population ou du registre d'attente.

Il s'agit des cas suivants : le décès ; le départ du Royaume ; l'inscription à un autre titre dans les registres de la population ou dans le registre des étrangers ; le fait que l'intéressé ne dispose plus d'un séjour légal en Belgique en qualité de travailleur frontalier.

#### Art. 5.

Un des principes fondamentaux en matière de protection des données à caractère personnel est le principe d'exactitude des données à caractère personnel (article 5, paragraphe 1<sup>er</sup>, d), du règlement sur la protection des données à caractère personnel :

Conformément au règlement général sur la protection des données (articles 15 et 16, du règlement général sur la protection des données), les personnes concernées disposent du droit d'accéder à leurs données à caractère personnel et du droit de les rectifier.

Cet article prévoit les modalités pratiques d'exercice de ces deux droits par les personnes concernées.

A cet effet, il est renvoyé aux modalités d'accès et de rectification des registres de la population et du registre des étrangers telles que prévues par l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif au droit d'accès aux registres de la population et au registre des étrangers ainsi qu'au droit de rectification desdits registres.

#### Art. 6.

Afin de ne pas créer de « discrimination » entre les bénéficiaires de l'accord de retrait qui sont inscrits dans les registres de la population et ceux qui sont inscrits dans le registre d'attente, le présent article prévoit les modalités de délivrance des extraits et des certificats établis d'après les informations enregistrées dans le registre d'attente.

A cet effet, il est renvoyé à l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif à la communication des informations contenues dans les registres de la population et dans le registre des étrangers.

Wat dat betreft, bepaalt artikel 69*duodecies*, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 dat die aanvraag wordt ingediend bij de gemeente van de plaats waar zij werkzaam zijn.

Die inschrijving wordt uitgevoerd in die gemeente, maar zonder daarbij het precieze adres te vermelden. Bijgevolg moet de burgemeester voor die inschrijving geen onderzoek naar de verblijfplaats laten uitvoeren om de echtheid van de verblijfplaats te controleren.

Het feit dat er geen precies adres wordt vermeld, wordt met name gerechtvaardigd door de definitie van het begrip "grensarbeiders": "*burgers van de Unie of onderdanen van het Verenigd Koninkrijk die in een of meer staten waarin zij niet woonachtig zijn een economische activiteit uitoefenen in overeenstemming met Artikel 45 of Artikel 49 VWEU.*" (artikel 9, b), van het akkoord inzake de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland uit de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie).

Daaromtrent bepalen de door de Europese Commissie opgestelde richtlijnen dat: "*Het land van beroepsactiviteit is slechts relevant voor het vaststellen van de territoriale reikwijdte van de rechten van grensarbeiders. Personen die verblijven in de staat waar zij werken, worden niet als grensarbeider beschouwd.*".

We mogen bovendien niet vergeten dat de realiteit voor alle grensarbeiders verschillend is. Veel van hen verblijven slechts enkele dagen per week/maand in België en beschikken bijgevolg niet over een vast adres in België.

#### Art. 3.

Dit artikel bepaalt de informatiegegevens (persoonsgegevens) betreffende de betrokkenen die in het wachtregister zullen worden geregistreerd.

Gelet op de doelstelling van die inschrijving in het wachtregister, namelijk: de afgifte van de "kaart voor klein grensverkeer voor begunstigden van het terugtrekkingsakkoord" ("bijlage 55"), zullen enkel de informatiegegevens die nodig zijn voor het aanmaken van de voormelde kaart, worden geregistreerd in het wachtregister.

Het betreft de informatiegegevens bedoeld in artikel 6, § 2, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten.

#### Art. 4.

Dit artikel bepaalt de gevallen waarin de betrokkenen zullen worden geschrapt uit het wachtregister. Mutatis mutandis betreft het dezelfde gevallen als de gevallen die de schrapping uit de bevolkingsregisters of het wachtregister rechtvaardigen.

Het betreft de volgende gevallen: overlijden; vertrek uit het Koninkrijk; inschrijving in de bevolkingsregisters of in het vreemdelingenregister in een andere hoedanigheid; het feit dat de betrokkene niet meer over een wettig verblijf in België beschikt in de hoedanigheid van grensarbeider.

#### Art. 5.

Een van de grondbeginselen betreffende de bescherming van persoonsgegevens is het beginsel dat de persoonsgegevens juist moeten zijn (artikel 5, paragraaf 1, d), van de verordening betreffende de bescherming van persoonsgegevens):

Overeenkomstig de algemene verordening gegevensbescherming (artikelen 15 en 16 van de algemene verordening gegevensbescherming), beschikken de betrokkenen over het recht van inzage van hun persoonsgegevens en over het recht op rectificatie van die gegevens.

Dit artikel bepaalt de praktische modaliteiten voor de uitoefening van die twee rechten door de betrokkenen.

Daartoe wordt verwezen naar de toegangs- en verbeteringsmodaliteiten van de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister zoals vastgesteld in het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende het recht op toegang tot de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister en betreffende het recht op verbetering van deze registers.

#### Art. 6.

Om niet te "discrimineren" tussen de begunstigden van het terugtrekkingsakkoord die ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters en zij die ingeschreven zijn in het wachtregister, voorziet dit artikel in de modaliteiten voor de afgifte van de uittreksels en getuigschriften die zijn opgemaakt aan de hand van de informatiegegevens die in het wachtregister zijn geregistreerd.

Daartoe wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende het verkrijgen van informatie uit de bevolkingsregisters en uit het vreemdelingenregister.

CHAPITRE 2. — *Modification de la liste des motifs de séjour enregistrés dans le type d'information (« T.I. 202 ») relatif aux informations spéciales (étrangers).*

Art. 7.

En modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 2006 déterminant les types d'information associés aux informations visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, cet article met à jour la liste des motifs de séjour pouvant être enregistrés dans le type d'information (T.I.) 202 relatif aux informations spéciales en rapport avec la situation de séjour des étrangers.

Cet article ne prévoit pas de nouveaux motifs de séjour mais la réutilisation des motifs de séjour déjà prévus pour les citoyens de l'Union européenne.

Art. 8.

Cet article prévoit que l'entrée en vigueur du présent arrêté royal aura lieu le jour même de sa publication au *Moniteur belge*.

Cette dérogation au principe de base est justifiée par le fait que le principe même de l'inscription dans le registre d'attente a été prévu par l'arrêté royal du 24 décembre 2020 qui est déjà en vigueur.

Par conséquent, il n'y a pas lieu de retarder l'entrée en vigueur du présent arrêté royal qui ne fait que déterminer les modalités de cette inscription.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles  
et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,  
S. MAHDI

Conseil d'État, section de législation, avis 71.195/2 du 12 avril 2022 sur un projet d'arrêté royal 'relatif à l'inscription dans le registre d'attente des ressortissants du Royaume-Uni bénéficiaires de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique ayant exercé leur droit en tant que travailleurs frontaliers'

Le 15 mars 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif à l'inscription dans le registre d'attente des ressortissants du Royaume-Uni bénéficiaires de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique ayant exercé leur droit en tant que travailleurs frontaliers'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 12 avril 2022. La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Patrick Ronvaux et Christine Horevoets, conseillers d'État, Christian Behrendt et Marianne Dony, assesseurs, et Charles-Henri Van Hove, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Roger Wimmer, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre Vandernoot.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 avril 2022.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van de lijst van de verblijfsredenen die in het informatietype ("I.T. 202") betreffende de bijzondere informatie (vreemdelingen) zijn geregistreerd*

Art. 7.

Bij dit artikel wordt het koninklijk besluit van 8 januari 2006 tot bepaling van de informatietypes, verbonden met de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen gewijzigd, waarbij de lijst van de verblijfsredenen wordt geactualiseerd die in het informatietype (I.T.) 202 betreffende de bijzondere informatie met betrekking tot de verblijfstoestand van de vreemdelingen kunnen worden geregistreerd.

Dit artikel voorziet niet in nieuwe verblijfsredenen, maar in het hergebruik van de verblijfsredenen waarin reeds voorzien werd voor de burgers van de Europese Unie.

Art. 8.

Dit artikel bepaalt dat dit koninklijk besluit in werking zal treden op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Die afwijking van het grondbeginsel wordt gerechtvaardigd door het feit dat het beginsel van de inschrijving in het wachtregister voorzien werd in het koninklijk besluit van 24 december 2020, dat al van kracht is.

Bijgevolg mag de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit, dat slechts de nadere regels van die inschrijving vaststelt, niet worden uitgesteld.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen  
en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,  
S. MAHDI

Raad van State, afdeling Wetgeving, advies 71.195/2 van 12 april 2022 over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de inschrijving in het wachtregister van de onderdanen van het Verenigd Koninkrijk die begunstigen zijn van het akkoord inzake de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland uit de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, die hun recht als grensarbeider hebben uitgeoefend'

Op 15 maart 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de inschrijving in het wachtregister van de onderdanen van het Verenigd Koninkrijk die begunstigen zijn van het akkoord inzake de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland uit de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, die hun recht als grensarbeider hebben uitgeoefend'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 12 april 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre Vandernoot, kamervoorzitter, Patrick Ronvaux en Christine Horevoets, staatsraden, Christian Behrendt en Marianne Dony, assessoren, en Charles-Henri Van Hove, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger Wimmer, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre Vandernoot.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 april 2022.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. La plupart des dispositions du projet trouvent leur fondement juridique dans l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi du 19 juillet 1991 'relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour', visé à l'alinéa 2 du préambule.

Par contre, l'article 47/5 de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' ne constitue pas le fondement juridique du projet. L'alinéa 1<sup>er</sup> du préambule doit dès lors soit être omis, soit figurer sous la forme d'un considérant dès lors qu'il fait partie du contexte juridique de la réglementation en projet.

2. L'arrêté royal du 8 janvier 2006 'déterminant les types d'information associés aux informations visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques', que tend à modifier l'article 7 du projet, trouve son fondement juridique dans le pouvoir que le Roi tient de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup>, de la loi du 8 août 1983 'organisant un Registre national des personnes physiques', lu en combinaison avec l'article 108 de la Constitution, qui lui permet de faire les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois et, à ce titre, de dégager du principe de la loi et de son économie générale les conséquences qui en dérivent naturellement d'après l'esprit qui a présidé à sa conception et les fins qu'elle poursuit (1).

Le préambule commencera donc par deux alinéas nouveaux, le premier visant l'article 108 de la Constitution et le deuxième, l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup>, de la loi du 8 août 1983.

3. À l'alinéa 7 du préambule, dans la version française, les mots « analyse d'impact réglementaire » doivent être remplacés par les mots « analyse d'impact de la réglementation ».

4. À l'article 1<sup>er</sup> du projet, il convient d'omettre le signe « 1<sup>o</sup> » et de relier en conséquence le texte qui suit à la phrase liminaire de cette disposition.

Le Greffier,  
Charles-Henri Van Hove

Le Président,  
Pierre Vandernoot

\_\_\_\_\_  
Note

(1) En ce sens, voir notamment l'avis 44.109/2 donné le 10 mars 2008 sur un projet devenu l'arrêté royal du 9 mai 2008 'modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 2006 déterminant les types d'information associés aux informations visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/44109.pdf>) et l'avis 56.369/2 donné le 11 juin 2014 sur un projet devenu l'arrêté royal du 21 juillet 2014 'modifiant l'arrêté royal du 16 juillet 1992 déterminant les informations mentionnées dans les registres de la population et dans le registre des étrangers et l'arrêté royal du 8 janvier 2006 déterminant les types d'information associés aux informations visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/56369.pdf>).

**9 MAI 2022. — Arrêté royal relatif à l'inscription dans le registre d'attente des ressortissants du Royaume-Uni bénéficiaires de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique ayant exercé leur droit en tant que travailleurs frontaliers**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108 ;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup> ;

Vu la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour, article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 2006 déterminant les types d'informations associés aux informations visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ;

1. De meeste bepalingen van het ontwerp vinden rechtsgrond in artikel 1, § 1, derde lid, van de wet van 19 juli 1991 'betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten', waarnaar verwezen wordt in het tweede lid van de aanhef.

Artikel 47/5 van de wet van 15 december 1980 'betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen' daarentegen levert voor het ontwerp geen rechtsgrond op. Het eerste lid van de aanhef moet dan ook ofwel weggelaten worden, ofwel weergegeven worden in de vorm van een overweging, aangezien het deel uitmaakt van de juridische context van de ontworpen verordening.

2. De rechtsgrond van het koninklijk besluit van 8 januari 2006 'tot bepaling van de informatietypes, verbonden met de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen', dat bij artikel 7 van het ontwerp gewijzigd wordt, ligt in de bevoegdheid die de Koning ontleent aan artikel 3, eerste lid, 14<sup>o</sup>, van de wet van 8 augustus 1983 'tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen', gelezen in samenhang met artikel 108 van de Grondwet, welk artikel hem de bevoegdheid verleent om de verordeningen te maken en de besluiten te nemen die voor de uitvoering van de wetten nodig zijn en om uit het beginsel van de wet en de algemene economie ervan de gevolgtrekkingen af te leiden die daaruit op natuurlijke wijze voortvloeien volgens de geest die aan de opvatting van de wet ten grondslag gelegen heeft en volgens de doelstellingen die zij nastreeft. (1)

Vooraan in de aanhef moeten dan ook twee nieuwe leden opgenomen worden, in het eerste waarvan naar artikel 108 van de Grondwet verwezen moet worden, terwijl het tweede ervan een verwijzing naar artikel 3, eerste lid, 14<sup>o</sup>, van de wet van 8 augustus 1983 moet bevatten.

3. In de Franse tekst van het zevende lid van de aanhef moeten de woorden "analyse d'impact réglementaire" vervangen worden door de woorden "analyse d'impact de la réglementation".

4. In artikel 1 van het ontwerp dient het teken "1<sup>o</sup>" weggelaten te worden en moet men de daaropvolgende tekst naadloos laten aansluiten op de inleidende zin van dat artikel.

De Griffier,  
Charles-Henri Van Hove

De Voorzitter,  
Pierre Vandernoot

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Zie in die zin inzonderheid advies 44.109/2 van 10 maart 2008 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 9 mei 2008 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 2006 tot bepaling van de informatietypes, verbonden met de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/44109.pdf>) en advies 56.369/2 van 11 juni 2014 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 21 juli 2014 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 tot vaststelling van de informatie die opgenomen wordt in de bevolkingsregisters en in het vreemdelingenregister en het koninklijk besluit van 8 januari 2006 tot bepaling van de informatietypes, verbonden met de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/56369.pdf>).

**9 MEI 2022. — Koninklijk besluit betreffende de inschrijving in het wachtregister van de onderdanen van het Verenigd Koninkrijk die begunstigen zijn van het akkoord inzake de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland uit de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, die hun recht als grensarbeider hebben uitgeoefend**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, artikel 3, eerste lid, 14<sup>o</sup>;

Gelet op de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten, artikel 1, § 1, derde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 2006 tot bepaling van de informatietypes, verbonden met de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

Vu l'avis n° 58/2021, de l'Autorité de protection des données, donné le 23 avril 2021;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donnée le 21 octobre 2021 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 22 février 2022 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis 71.195/2 du Conseil d'Etat, donné le 12 avril 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, article 47/5 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique et du Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>.** — *Inscription dans le registre d'attente des ressortissants du Royaume-Uni bénéficiaires de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique ayant exercé leur droit en tant que travailleurs frontaliers*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent chapitre 1<sup>er</sup>, on entend par « bénéficiaires de l'accord de retrait » : les ressortissants du Royaume-Uni qui ont exercé leur droit en tant que travailleurs frontaliers sur le territoire du Royaume conformément au droit de l'Union avant la fin de la période de transition et qui continuent de le faire par la suite.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Les bénéficiaires de l'accord de retrait dont la demande pour le statut de bénéficiaire de l'accord de retrait introduite conformément à l'article 47/5, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers est acceptée sont inscrits dans le registre d'attente par le bourgmestre de la commune où l'introduction de la demande pour le statut de bénéficiaire de l'accord de retrait a été introduite

§ 2. Les bénéficiaires de l'accord de retrait sont inscrits, sans vérification de la réalité de la résidence, dans la commune d'introduction de la demande visée au paragraphe 1<sup>er</sup>.

**Art. 3.** Les informations à enregistrer à propos des bénéficiaires de l'accord de retrait sont les informations prévues à l'article 6, § 2, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étrangers et aux documents de séjour nécessaires à la délivrance des cartes pour petit trafic frontalier pour bénéficiaires de l'accord de retrait établies conformément au modèle figurant à l'annexe 55, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les bénéficiaires de l'accord de retrait sont radiés du registre d'attente dans les cas suivants :

- 1° les bénéficiaires de l'accord de retrait sont décédés ;
- 2° les bénéficiaires de l'accord de retrait sont inscrits à un autre titre dans les registres de la population ou dans le registre des étrangers ;
- 3° les bénéficiaires de l'accord de retrait ne disposent plus du droit de séjourner sur le territoire du Royaume en qualité de travailleur frontalier.

§ 2. Les informations relatives à ces étrangers sont conservées au registre d'attente avec le motif de la radiation.

**Art. 5.** En ce qui concerne l'accès aux informations relatives aux bénéficiaires de l'accord de retrait enregistrées dans le registre d'attente et à leur rectification, les dispositions de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif au droit d'accès aux registres de la population et au registre des étrangers ainsi qu'au droit de rectification desdits registres s'appliquent.

**Art. 6.** En ce qui concerne la communication des informations relatives aux bénéficiaires de l'accord de retrait enregistrées dans le registre d'attente, les dispositions de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif à la communication des informations contenues dans les registres de la population et dans le registre des étrangers s'appliquent.

Gelet op het advies nr. 58/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 23 april 2021;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 oktober 2021;

Gelet op het akkoord van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 22 februari 2022;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies 71.195/2 van de Raad van State, gegeven op 12 april 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, artikel 47/5;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing en de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**HOOFDSTUK 1.** — *Inschrijving in het wachtregister van de onderdanen van het Verenigd Koninkrijk die begunstigde zijn van het akkoord inzake de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland uit de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, die hun recht als grensarbeider hebben uitgeoefend*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk 1 wordt verstaan onder "begunstigde van het terugtrekkingsakkoord": de onderdanen van het Verenigd Koninkrijk die voor het einde van de overgangperiode, overeenkomstig het recht van de Unie, hun recht als grensarbeider hebben uitgeoefend op het grondgebied van het Koninkrijk en die dat nadien blijven doen.

**Art. 2.** § 1. De begunstigde van het terugtrekkingsakkoord, van wie de aanvraag voor een status als begunstigde van het terugtrekkingsakkoord, ingediend overeenkomstig artikel 47/5, § 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, is aanvaard, worden ingeschreven in het wachtregister door de burgemeester van de gemeente waar de aanvraag voor een status als begunstigde van het terugtrekkingsakkoord werd ingediend.

§ 2. De begunstigde van het terugtrekkingsakkoord worden, zonder controle van de werkelijkheid van de verblijfplaats, ingeschreven in de gemeente waar de in paragraaf 1 bedoelde aanvraag werd ingediend.

**Art. 3.** De te registreren informatiegegevens betreffende de begunstigde van het terugtrekkingsakkoord zijn de informatiegegevens bedoeld in artikel 6, § 2, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten, die nodig zijn voor de afgifte van de kaarten voor klein grensverkeer voor begunstigde van het terugtrekkingsakkoord opgesteld overeenkomstig het model in bijlage 55 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

**Art. 4.** § 1. De begunstigde van het terugtrekkingsakkoord worden in de volgende gevallen geschrapt uit het wachtregister:

- 1° de begunstigde van het terugtrekkingsakkoord zijn overleden;
- 2° de begunstigde van het terugtrekkingsakkoord zijn in een andere hoedanigheid ingeschreven in de bevolkingsregisters of in het vreemdelingenregister;
- 3° de begunstigde van het terugtrekkingsakkoord beschikken niet meer over het recht om in de hoedanigheid van grensarbeider op het grondgebied van het Koninkrijk te verblijven.

§ 2. De informatiegegevens betreffende die vreemdelingen worden bewaard in het wachtregister met de reden van de schrapping.

**Art. 5.** Met betrekking tot de toegang tot de informatiegegevens over de begunstigde van het terugtrekkingsakkoord die in het wachtregister zijn geregistreerd, en de verbetering ervan, gelden de bepalingen van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende het recht op toegang tot de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister en betreffende het recht op verbetering van deze registers.

**Art. 6.** Met betrekking tot het verstrekken van de informatiegegevens over de begunstigde van het terugtrekkingsakkoord die in het wachtregister zijn geregistreerd, gelden de bepalingen van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende het verkrijgen van informatie uit de bevolkingsregisters en uit het vreemdelingenregister.

CHAPITRE 2. — *Modification de la liste des motifs de séjour enregistrés dans le type d'information (« T.I. 202 ») relatif aux informations spéciales (étrangers)*

**Art. 7.** A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup>, quatrième tiret, de l'arrêté royal du 8 janvier 2006 déterminant les types d'information associés aux informations visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, inséré par l'arrêté royal du 27 janvier 2008 et modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 31 janvier 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- 1<sup>o</sup> les mots « 1.2.0. Regroupement familial avec un européen (sauf un Belge) ou avec un Suisse » sont remplacés par les mots « 1.2.0. Regroupement familial avec un européen (sauf un Belge) ou avec un Suisse ou avec un ressortissant du Royaume-Uni bénéficiaire de l'accord de retrait » ;
- 2<sup>o</sup> les mots « 1.8.0. Autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 47/1, de la loi du 15 décembre 1980 » sont remplacés par les mots « 1.8.0. Autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 47/1, de la loi du 15 décembre 1980 ou d'un ressortissant du Royaume-Uni bénéficiaire de l'accord de retrait » ;
- 3<sup>o</sup> les mots « 4.2.0. Travailleur européen et Suisse » sont remplacés par les mots « 4.2.0. Travailleur européen ou suisse ou ressortissant du Royaume-Uni bénéficiaire de l'accord de retrait » ;
- 4<sup>o</sup> les mots « 5.2.0. Ressortissant européen » sont remplacés par les mots « 5.2.0. Citoyen de l'Union ou Suisse ou ressortissant du Royaume-Uni bénéficiaire de l'accord de retrait » ;
- 5<sup>o</sup> les mots « 6.2.0. Etudiant européen et Suisse » sont remplacés par les mots « 6.2.0. Etudiant européen ou suisse ou ressortissant du Royaume-Uni bénéficiaire de l'accord de retrait ».

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 9.** Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions et le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 mai 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles  
et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,  
S. MAHDI

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van de lijst van de verblijfsredenen die in het informatietype ("I.T. 202") betreffende de bijzondere informatie (vreemdelingen) zijn geregistreerd*

**Art. 7.** In artikel 1, eerste lid, 14<sup>o</sup>, vierde streepje, van het koninklijk besluit van 8 januari 2006 tot bepaling van de informatietypes, verbonden met de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 januari 2008 en laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 januari 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1<sup>o</sup> de woorden "1.2.0. Gezinshereniging met een Europeaan (behalve een Belg) of met een Zwitser" worden vervangen door de woorden "1.2.0. Gezinshereniging met een Europeaan (behalve een Belg) of met een Zwitser of met een begunstigde van het terugtrekkingsakkoord die onderdaan van het Verenigd Koninkrijk is";
- 2<sup>o</sup> de woorden "1.8.0. Andere familieleden van een burger van de Unie bedoeld in artikel 47/1 van de wet van 15 december 1980" worden vervangen door de woorden "1.8.0. Andere familieleden van een burger van de Unie bedoeld in artikel 47/1 van de wet van 15 december 1980 of van een begunstigde van het terugtrekkingsakkoord die onderdaan van het Verenigd Koninkrijk is";
- 3<sup>o</sup> de woorden "4.2.0. Europese en Zwitserse werknemer" worden vervangen door de woorden "4.2.0. Europese of Zwitserse werknemer of begunstigde van het terugtrekkingsakkoord die onderdaan van het Verenigd Koninkrijk is";
- 4<sup>o</sup> de woorden "5.2.0. Europese onderdaan" worden vervangen door de woorden "5.2.0. Burger van de Unie of Zwitserland of begunstigde van het terugtrekkingsakkoord die onderdaan van het Verenigd Koninkrijk is";
- 5<sup>o</sup> de woorden "6.2.0. Europese en Zwitserse student" worden vervangen door de woorden "6.2.0. Europese of Zwitserse student of begunstigde van het terugtrekkingsakkoord die onderdaan van het Verenigd Koninkrijk is".

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 9.** De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken en de minister bevoegd voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 mei 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen  
en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,  
S. MAHDI

## SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2023/42472]

**Avenant nr. 15 à l'accord de Coopération du 15 septembre 1993 entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale, relatif à certaines initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles**

Vu l'Accord de Coopération du 15 septembre 1993, conclu entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale, déterminant, pour les années 1993 et 1994, une série d'initiatives visées à l'article 43 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Vu la loi du 10 août 2001 créant un Fonds de financement du rôle international et de la fonction de capitale de Bruxelles et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, tel que modifiée ultérieurement ;

Vu les avenants 1 à 14 à l'Accord de Coopération susmentionné qui ont étendu l'application dudit Accord jusqu'à l'année 2022 ;

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2023/42472]

**Bijakte nr. 15 bij het samenwerkingsakkoord van 15 september 1993 tussen de federale staat en het Brussels hoofdstedelijk gewest, met betrekking tot bepaalde initiatieven om de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel te bevorderen**

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 15 september 1993 tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat voor de jaren 1993 en 1994 voorziet in een reeks initiatieven zoals beoogd in artikel 43 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen en met de bedoeling de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel te bevorderen ;

Gelet op de wet van 10 augustus 2001 tot oprichting van een Fonds ter financiering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, zoals later gewijzigd ;

Gelet op bijakten nr. 1 tot 14 bij het hogervermelde Samenwerkingsakkoord, die de toepassing van dat akkoord uitbreiden tot het jaar 2022 ;